

Trimestriel N°8 — Juin 2022

CAMARADE !

PAR ET POUR LES JEUNES SYNDICALISTES



DOSSIER THÉMATIQUE

- 2 Reconnaître l'extrême-droite pour mieux la combattre
- 4 La crise COVID, tremplin pour l'extrême-droite
- 5 Deux témoignages d'action directe contre l'extrême-droite
- 7 Fémonationalisme : Le féminisme est-il devenu le cheval de troie de l'extrême-droite ?

SECRÉTARIAT

- 8 Pour aller plus loin, lutte contre l'extrême-droite avec nous !

EN RÉGIONALES

- 9 La question de la Belgian Pride

ÉDITO Mars 2022

Le comité de rédaction

13 288 686 électeur·rices de Marine Le Pen en France pour le second tour des présidentielles (41,45 %), le Vlaams Belang crédité premier parti en Flandre doublé d'un Georges-Louis Bouchez prêt à se ridiculiser sur les plateaux télé flamands en « débattant » avec leur chef de parti. Ces inquiétantes actualités font que nous nous devons de dédier ce numéro du « Camarade ! » à la question de l'extrême droite.

Notre force de frappe en tant qu'organisation de masse de la classe travailleuse, notre rôle d'éducation populaire ainsi que le projet de transformation sociale que nous portons sont les ingrédients indispensables pour battre la menace fasciste. Aujourd'hui, les délires d'extrême droite tels que la théorie du « Grand remplacement » ruissellent sur la droite voire le centre, les idées de la N-VA ou du RN français passent comme acceptables ; la participation de la N-VA à la Pride sans que cela ne soit jugé dérangeant par les organisateur·rices en est l'une des tristes illustrations.

Il est de notre devoir de réaffirmer avec force que l'extrême droite est un danger pour les droits des femmes et LGBTQIA+, pour les étranger·ères et les minorités religieuses, pour les travailleur·euses avec ou sans papiers, pour les syndicalistes... bref pour quiconque ne partage pas leur vision étreiquée du monde. L'Histoire l'a démontré à plusieurs reprises et des faits récents tels que l'attaque du siège de nos camarades de la CGIL à Rome le prouvent encore aujourd'hui.

¡No pasarán! ¡Nosotro-as pasaremos!

Le média *Camarade !* a fait le choix d'employer l'écriture inclusive. Nous pensons que la codification académique de la langue française est un outil de domination et qu'il est nécessaire de continuer à faire évoluer le français dans une optique progressiste face à l'immobilisme instauré par une poignée d'hommes sexistes et conservateurs au sein d'institutions cherchant à figer et réglementer la langue. Nous sommes convaincu·es que le langage peut être vecteur de changement et que l'emploi de l'écriture inclusive peut participer à réduire l'invisibilisation des femmes et à sortir de la binarité en visibilisant les minorités de genre.

Dans ce contexte, toutes les personnes interviewées pour notre journal sont averties que toutes leurs citations sont rendues inclusives à la publication. Par ailleurs, lorsqu'un genre est surreprésenté au sein d'un groupe de personnes et qu'en faire la mention visibilise la nature genrée d'une situation que l'on souhaite dénoncer, nous ferons le choix de ne pas rendre l'énoncé inclusif : dire que « les aide-ménagères exploitées » sont majoritairement des femmes et « les grands patrons » des hommes a un sens militant que nous ne souhaitons pas effacer.

Qui sommes-nous ?

Les Jeunes FGFB sont un mouvement progressiste et autonome. Nos membres adhèrent aux idéaux antiautoritaires et aux objectifs de révolution sociale de la FGFB. Nous nous voulons être une force de changement et d'innovation, y compris au sein de la FGFB. Nous souhaitons construire des rapports de force en développant une dynamique participative, avec le contrôle des travailleur·euses et des étudiant·es.

Les Jeunes FGFB agissent pour un changement radical de société où chacun·e puisse jouir de tous les droits en sa qualité d'être humain, où le partage de toute forme de richesse et l'égalité entre toutes soient effectifs. Ils agissent pour un réel développement durable et universel. En ce sens, nous rejetons les valeurs du capitalisme et du néolibéralisme. Ensemble, nous luttons contre l'exclusion et toute forme de discrimination.

Les Jeunes FGFB poursuivront leurs buts en collaboration avec tout groupe qui a les mêmes objectifs ou la même vision de l'action à mener, tout en gardant leur indépendance. Dans cette perspective, nous nous prononçons sans ambiguïté pour la primauté de l'action interprofessionnelle et universaliste – espace par excellence de la solidarité – et contre tout corporatisme.



Reconnaître L'extrême DROITE POUR MIEUX LA COMBATTRE

Par MIGUEL SCHELCK
// Animateur Jeunes FGTB Bruxelles

Les crises économiques sont des moments propices au changement social et à la radicalisation des mouvements sociaux. Toutefois, ce changement peut prendre plusieurs directions. La crise mondiale des années '30 s'est par exemple conclue avec la montée de l'extrême-droite et l'accession du nazisme au pouvoir, tandis que la Seconde Guerre mondiale a abouti au développement de la sécurité sociale et de l'État providence dans de nombreux pays européens.

Les crises sont donc un terreau fertile aux idées révolutionnaires, de droite comme de gauche. Aujourd'hui, il est à craindre que la crise actuelle profite grandement à l'extrême-droite qui, dans un contexte de droitisation de la société, se banalise et se renforce. Cette tendance est détectable depuis la conversion de la majorité des partis socialistes au dogme la « troisième voie¹ » dans les années '80, troisième voie qui encouragea l'abandon de la défense des classes populaires et renforça encore plus les divisions internes de la gauche observées depuis la fin de la Première Guerre mondiale.

En Belgique, en formant et en organisant les travailleur-euses en vue d'une société socialiste, la FGTB a joué et joue toujours un rôle important dans la lutte contre l'extrême-droite, et celle-ci a particulièrement porté ses fruits en Wallonie et à Bruxelles. En tant qu'organisation de masse présente quotidiennement par le biais de nos délégué-es et de nos permanent-es aux côtés des travailleur-euses de notre pays, nous nous devons de développer une stratégie de classe pour rappeler de façon radicale et fondamentale ce qu'est l'extrême-droite. Plutôt que de mépriser les électeur-ices d'extrême-droite et de permettre à ses leaders de se poser en victimes, démontrons que derrière la critique du libéralisme, les différentes mouvances d'extrême-droite recoupent des caractéristiques qui font d'elles nos ennemis de classe.

Reconnaître L'extrême-DROITE

Profitant de la complicité de certains médias et politiques, l'extrême-droite a réussi à se normaliser et à prendre le pouvoir dans différents États. De plus en plus, elle relègue dans son discours – sans pour autant l'abandonner – sa haine des étranger-ères au profit de la lutte contre les « élites » et leur corruption, la mondialisation ou encore le libre-marché. De la sorte, elle profite de l'abandon des classes populaires par les partis sociaux-démocrates pour élargir sa base électorale et militante.

Autrement dit, en usant d'un vocabulaire social, populiste et conflictuel vis-à-vis de ceux qui gouvernent leur pays, l'extrême-droite se joue d'un clivage « gauche / droite » flouté et arrive ainsi à amener vers elle des populations que la social-démocratie pensait acquise mais qu'elle a déçue et donc perdue en route.

Pourtant, derrière sa rhétorique, l'extrême-droite recoupe toujours différentes composantes qui, prises ensemble, nous donnent un aperçu de ce qu'elle est vraiment et des dangers qu'elle représente pour notre classe des travailleur-euses et la démocratie.

DIVISER POUR MIEUX RÉGNER

« Nos gens d'abord », « Pour que la France reste la France »... tant d'autres slogans de l'extrême-droite sont représentatifs d'une de ses caractéristiques fondamentales : la définition d'un ennemi intérieur pour unir un peuple fantasmé contre une menace tout aussi fantasmée. L'ennemi peut être le juif, l'arabe, le noir, l'homosexuel, la féministe, les élites, l'« État profond »...

En plus de conduire à des politiques discriminatoires, cela permet de détourner les travailleur-euses de la lutte qui devrait les occuper principalement : la lutte des classes.

D'ailleurs, de nombreuses organisations d'extrême-droite tirent leurs racines de l'anticommunisme (comme le PIS en Pologne). Encore aujourd'hui, la haine de la gauche anime l'extrême-droite. Il n'est pas rare qu'elle l'associe à l'ennemi intérieur fantasmé, en témoigne par exemple les termes d'« islamo-gauchisme », d'« ayatollah vert » ou, moins récent, de « judéo-bolchévisme ».

Une gouvernance autoritaire

Même dans le programme du Rassemblement National – dont les cadres se targuent d'être républicain-es – les entorses à la constitution sont nombreuses et les pouvoirs du chef d'État sont augmentés au détriment de la démocratie. C'est représentatif des mouvances d'extrême-droite, dont l'antiparlementarisme et l'autoritarisme sont des caractéristiques prégnantes. Quand elle ne prend pas le pouvoir suite à un coup d'État, ce processus passe par le vote d'une multitude de lois visant à affaiblir à chaque fois un peu plus ce qui garantit la démocratie. Bien souvent, les premières victimes en sont les médias ou le « quatrième pouvoir ». Ils sont censurés et concentrés au sein du régime en place comme en Hongrie ou en Pologne où de nombreux médias indépendants ont été réprimés.

En outre, ce mode de gouvernance s'accompagne d'une militarisation de la société et de la mise en place d'un système répressif à l'encontre des syndicats et organisations politiques qui leur sont opposé-es. Par exemple, en Allemagne nazie, l'un des premiers actes politiques d'Adolf Hitler à son accession au pouvoir a été d'arrêter les principaux leaders syndicaux et de placer les syndicats sous la coupole de son parti.



« [L'extrême-droite] apparaît à la haute-bourgeoisie comme un moyen de conserver ses profits en période de crise. Autrement dit, en plus d'être une idéologie à part entière, l'extrême-droite est une stratégie de classe. »



- 1 Doctrine visant à accommoder le socialisme au néo-libéralisme. Le socialisme devient un ensemble de valeurs à défendre au sein de l'économie capitaliste en lieu et place de la transformation sociale en vue d'une société sans classes.
- 2 Il existe aussi de nombreuses critiques des Lumières à gauche (universalisme, démocratie bourgeoise, ...), mais celles-ci ne dénoncent pas la méthode scientifique et s'attaquent plus à la forme de la démocratie qu'au concept en lui-même – auquel cas il s'agit de critique tout au plus confusionniste, mais pas de gauche.

Le rejet de la philosophie des Lumières

Si l'extrême-droite est présente dans des mouvements conspirationnistes ou complotistes, ce n'est pas seulement par opportunisme politique mais aussi par ses accointances avec le rejet de la raison. En effet, dès le 18^{ème} siècle, l'extrême-droite a pris la forme d'une réaction à la philosophie des Lumières. Les mouvances d'extrême-droite se sont alors opposées à l'humanisme², aux principes démocratiques (comme nous l'avons vu plus haut), mais aussi au développement de la science et, en particulier, des sciences humaines.

Ainsi, leur lecture historique est bien souvent tronquée. Elle relève plus d'un passé fantasmé visant à raviver les sentiments nationalistes que de connaissances basées sur la science historique, géographique, sociologique, ... D'ailleurs, les scientifiques dénoncent depuis des années les falsifications commises par l'extrême-droite, notamment en France où le récit d'Éric Zemmour, de Philippe de Villiers, de Julien Rochedy et autres sont largement décriés. C'est pourquoi l'extrême-droite tente de décrédibiliser et d'interdire la pratique des sciences sociales. Au Brésil par exemple, Jair Bolsonaro souhaite désinvestir massivement dans leur enseignement.

Ce rejet de la rationalité conduit à l'institutionnalisation des récits fantasmés de l'extrême-droite quand elle est au pouvoir. En Pologne, le PIS développe des musées révisionnistes qui restreignent le rôle des communistes dans la libération en vue de les diaboliser. Cela revient à faire oublier le rôle des mouvements ouvriers dans la constitution de nos sociétés, c'est-à-dire à substituer le nationalisme à la lutte des classes, l'identité aux questions sociales.

Une alliance de classe

Si certaines mouvances d'extrême-droite font leur nid sur la critique du libéralisme et de la mondialisation, d'autres poussent la confusion avec la gauche encore plus loin en se positionnant autour des questions sociales et de la défense d'un État social. C'est par exemple le cas des Démocrates de Suède, mais aussi du Vlaams Belang en Belgique ou du Rassemblement National en France. Dans ces pays, l'extrême-droite instrumentalise le social dans une visée nationaliste : si la sécurité sociale ne fonctionne pas bien, c'est à cause des étranger-ères ; s'il y a des sdf dans nos rues, c'est à cause des étranger-ères ; si les salaires sont bas, c'est à cause des étranger-ères ; ...

Pourtant, si l'extrême-droite peut être soutenue par les classes populaires, c'est la bourgeoisie qui en tire les rennes. En effet, lors des crises économiques, le patronat tend à se rallier à l'extrême-droite et à les soutenir afin d'imposer aux travailleur-euses une politique qui leur profite. Cela a été le cas en Allemagne, où la haute-bourgeoisie a participé à la mise en place d'Adolf Hitler au pouvoir. En Belgique aussi, l'extrême-droite est très liée au VOKA³ avec qui elle partage l'objectif de séparer le pays afin de s'attaquer plus facilement à la sécurité sociale et aux droits des travailleur-euses. D'autres exemples de la collusion de l'extrême-droite avec le patronat existent, que ce soit au Brésil autour notamment de la déforestation de l'Amazonie ou encore en Hongrie où Viktor Orban a été jusqu'à faire voter une loi permettant de ne

plus rémunérer les heures supplémentaires et à supprimer la semaine des cinq jours.

L'extrême-droite est donc un danger pour toutes les travailleur-euses. Soutenue par et pour le patronat, elle n'a aucun intérêt à défendre nos droits et nos conditions de vie – et elle ne l'a jamais fait. Elle apparaît à la haute-bourgeoisie comme un moyen de conserver ses profits en période de crise. Autrement dit, en plus d'être une idéologie à part entière, l'extrême-droite est une stratégie de classe.

Une base militante

Contrairement aux organisations de « cadres », l'extrême-droite ne cherche pas seulement à avoir un électorat prêt à voter les jours d'élection. En effet, elle repose sur une base militante qu'elle forme à travers ses mouvements de jeunesse (plus radicaux), ses canaux de diffusion, ses lieux culturels, artistiques, sportifs, ... C'est pourquoi elle repose généralement sur un nombre bien plus élevé d'adhérent-es et elle peut compter sur ceux-ci lors de l'organisation de rassemblements, manifestations, actions coup de poing, collages, tracts, maraudes, ... Le Rassemblement national revendique 83 000 adhérent-es et Éric Zemmour est capable de mobiliser plus de 50 000 personnes pour un meeting. Il en est de même dans d'autres pays où l'extrême-droite se développe.

On sait également que différents mouvements bien plus radicaux et militants gravitent autour des partis d'extrêmes-droite et contribuent de manière complémentaire à leurs ascensions. En Belgique, le Vlaams Belang peut compter sur *Schild and Vrienden* là où en France le Rassemblement National a pu longtemps compter sur *Génération Identitaire*, sur le syndicat étudiant *Groupe union défense* et d'autres factions.

L'EXTRÊME-DROITE : UNE STRATÉGIE DE CLASSE

L'extrême-droite ne peut donc être simplement réduite à la haine de l'étranger-ère et de toutes formes de progressisme dans la société. En effet et bien que non-exhaustives, les caractéristiques que nous venons d'exposer permettent de comprendre que l'extrême-droite représente aussi un danger pour les classes populaires et la démocratie. Plus qu'une simple idéologie, elle est une stratégie de classe qui, se substituant au libéralisme durant les périodes de crise du

capitalisme, profite du glissement sociologique⁴ qui s'est opéré dans les organisations de gauche pour récupérer une partie de l'électorat populaire qui se trouve abandonnée et sans référent politique depuis parfois plusieurs décennies.

Combattre l'extrême-droite implique donc d'effectuer un travail de sape en mettant en avant son caractère de classe mais aussi de réfléchir à l'histoire des gauches, ses échecs et ses compromissions. La « troisième voie », la moyennisation de ses organisations politiques et la répression qu'elle a mis en œuvre à l'encontre des mouvements sociaux et des syndicats ont chassé sa base populaire historique et permis à l'extrême-droite de se consolider et d'imposer sa vision de l'histoire. A nous désormais de participer à la reconstruction d'une gauche radicale, représentant et représentée par les classes populaires, et de faire vivre notre histoire : celle de la lutte des classes, de nos victoires passées et à venir.



- 3 Le VOKA ou « Vlaams netwerk van ondernemingen » est la fédération des entreprises flamandes.
- 4 En Europe, la plupart des organisations de gauche se sont ouvertes aux classes moyennes dans un but électoraliste. Ces organisations se sont également bureaucratisées et professionnalisées, préférant dès lors aux militant-e-s socialistes de base les bureaucrates universitaires. En abandonnant la défense des intérêts des classes populaires et leurs représentations en leur sein elles ont peu à peu perdu leurs mains sur ces classes qu'elles croyaient acquises pour toujours.

Quelques références :

Daniel Guérin, *Fascisme et grand capital*.

Daniel Guérin, *La peste brune*.

Éric Hobsbawm, *L'âge des extrêmes. Histoire du court 20^{ème} siècle*.

Julien Dohet & Olivier Starquit, *La Bête a-t-elle mué ? Les nouveaux visages de l'extrême-droite*.

Mateo Alaluf, *Le socialisme malade de la social-démocratie*.

La crise COVID, tremplin pour l'extrême-droite

Par Benjamin VANDENVANDEL
// Détaché pédagogique aux Jeunes FGTB

Les deux années de pandémie que nous venons de vivre ont ouvert de multiples boulevards à l'extrême-droite. Au pouvoir, elle en a profité pour faire passer des mesures anti-démocratiques : la Hongrie d'Orbán a prolongé « l'état d'urgence » permettant au gouvernement de légiférer sans passer par le parlement. La Pologne de Duda a rendu quasiment impossible le droit à l'IVG et a défini la notion de genre comme une « idéologie néfaste ».

Puis en un déluge de propagande ils ont montré combien ils avaient assuré un leadership dans la gestion de la pandémie par des mesures de confinement parmi les plus sévères d'Europe¹. Cela peut paraître étonnant au regard du discours de représentant-es politiques hors Europe qui ont dans un premier temps minimisé à coup de fake news l'importance et l'impact du virus (Trump et Bolsonaro en tête) pour ensuite se poser en exemple de gestion de la crise, mais surtout à celui des propos des formations extrémistes qui se retrouvent dans l'opposition de certains pays européens.

En effet, ces dernières ont tenu une toute autre rhétorique qui consistait à dénoncer des mesures liberticides et anti-démocratiques tout en se posant, malgré leurs programmes politiques profondément nauséabonds, en parangons des idéaux de la liberté. L'extrême-droite, en forte progression depuis des années, se donne dans de nombreux pays une façade toujours plus « respectable ». Soyons cependant lucides, la crise n'est pas seule responsable : la banalisation des idées extrémistes au sein des partis traditionnels, l'impossibilité quasi générale de la gauche à se poser comme alternative crédible au capitalisme et la récupération de

certains idéaux de gauche font le jeu de l'extrême droite depuis des décennies. La COVID n'a fait que renforcer un peu plus cette « respectabilité » d'apparence. Ce lissage fonctionne à de nombreux niveaux, amenant des citoyen·nes « apolitiques » et aussi des militant·es de gauche à appeler à la réunion de toustes, « de l'extrême-gauche à l'extrême-droite », au nom d'un combat commun contre les mesures sanitaires, au prétexte d'un unique point de convergence. Cette propension, favorisée et encouragée par les milieux complotistes, à ne voir aucun problème à défiler aux côtés de ceux qui en temps normal crachent à la figure des minorités, des femmes, de la communauté LGBTQIA+, des immigré·es... est plus qu'inquiétante.

Pour conclure, bien que les liens entre l'extrême-droite et la sphère complotiste aient toujours existés, les figures complotistes ont inondé les réseaux sociaux de fake news et de désinformations² à un niveau jamais observé ; certaines de ces représentant-es comptent aujourd'hui des centaines de milliers d'abonné·es. Sous couvert de combats pour la « liberté », sans préciser qu'ils défendent surtout la liberté individuelle, ce sont pourtant des mises à jour de complots bien anciens que nous pouvons observer comme l'antisémitisme, le Nouvel Ordre Mondial, etc. Nous continuerons donc à combattre ces idéologies nauséabondes sous toutes leurs formes, notamment en défendant d'abord l'intérêt collectif et en refusant toujours de manifester à côté de leurs représentant-es.



Mésinformation, désinformation, fake news, théories du complot, ... Autrefois réservée à des cercles très limités et aux idéologues d'extrême droite, la dialectique complotiste connaît depuis quelques années une couverture médiatique sans précédent. Libérée par des personnalités politiques et médiatiques telles que Trump, Poutine, Le Pen, Zemmour ou encore Dieudonné, la parole complotiste s'insinue dans toutes les sphères de la société.

Grand Remplacement, propagande anti vaccin, Deep State, Terre plate, 5G, « toustes pourri-es », ... Chacun·e aujourd'hui a pu avoir affaire aux tenants de théories complotistes, parfois largement partagées et commentées sur les réseaux sociaux.

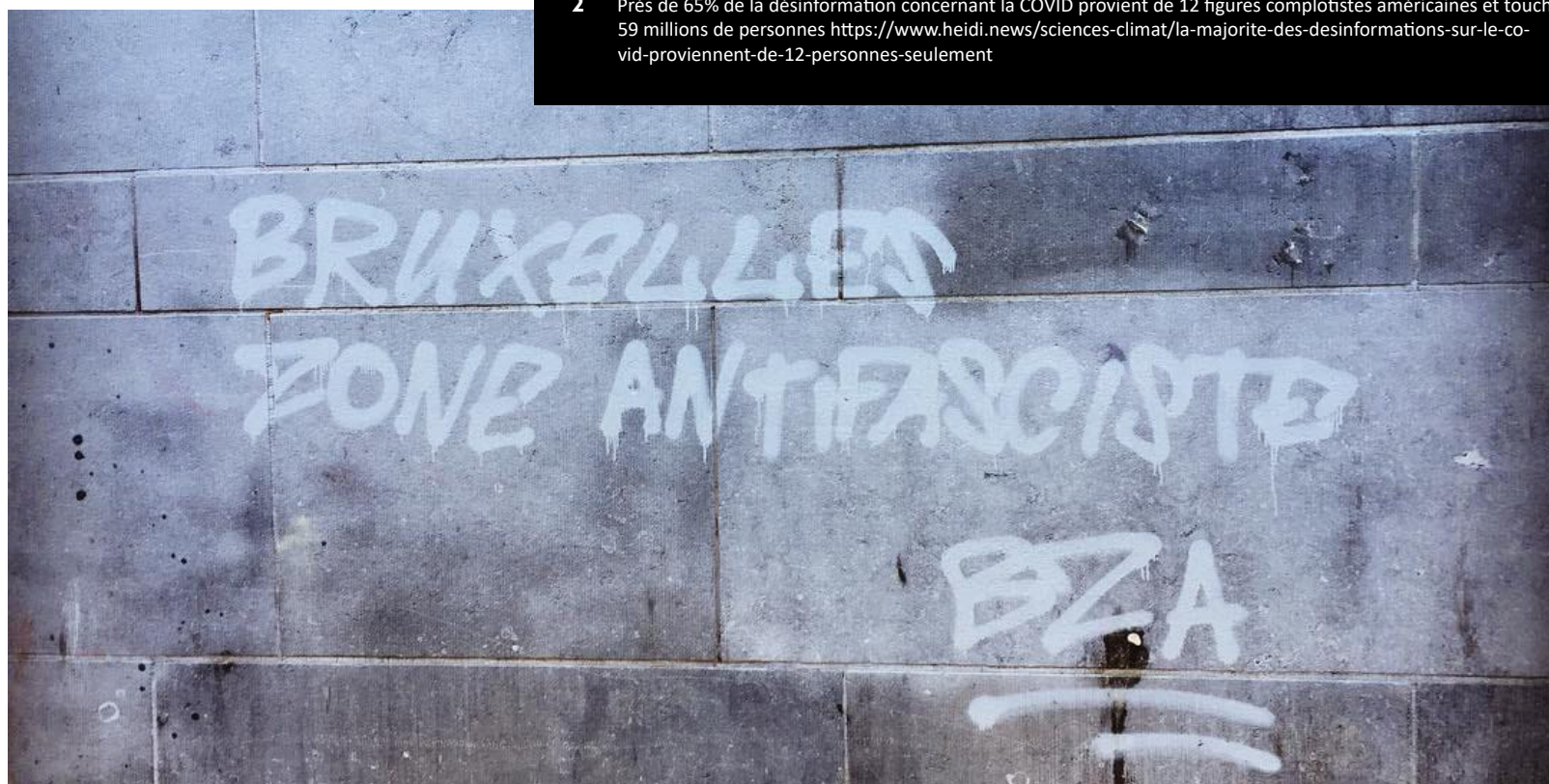
Pourquoi et comment tombe-t-on dans une théorie du complot ? Quels en sont les particularités cognitives ? Discursives ? Comment les reconnaître ? Les combattre ? Exercer son esprit critique sans tomber dans la facilité ?

C'est à ces questions que nous essayons de répondre avec notre formation sur les théories du complot. Elle est en train de tourner dans les écoles, les campus, les lieux associatifs. N'hésite pas à nous contacter si tu aimerais qu'on la donne à ton groupe de militant·es, sur ton campus, etc.

Contacte-nous sur jeunes@jeunes-fgtb.be

1 Benjamin Biard, « L'extrême-droite face au COVID-19 en Europe centrale et orientale », Les @nalyzes du CRISP en ligne, novembre 2021, p. 2

2 Près de 65% de la désinformation concernant la COVID provient de 12 figures complotistes américaines et touchent 59 millions de personnes <https://www.heidi.news/sciences-climat/la-majorite-des-desinformations-sur-le-covid-proviennent-de-12-personnes-seulement>



Deux témoignages d'action directe CONTRE L'EXTRÊME-DROITE



MOBILISATION CONTRE LE MEETING DU PARTI « Chez Nous »

Par JULIEN DOHET // Secrétaire politique SETCa Liège-Huy-Waremme, participant au Front antifasciste de Liège, auteur de plusieurs études sur l'extrême droite et l'antifascisme. Dernier livre publié : *L'antifascisme*, collection « Dis c'est quoi ? », Waterloo, Renaissance du Livre, 2022

Quinze jours seulement après sa relance le 30 janvier 2019, le Front antifasciste de Liège passe à l'action directe en bloquant la venue à Verviers de Théo Francken, alors secrétaire d'état NVA à la migration. Cette « conférence littéraire » organisée par « une simple citoyenne » était en fait un meeting mis en place par une militante passée par le Parti Populaire et qui regroupait l'ensemble des composantes de l'extrême-droite belge francophone en perspective des élections de mai 2019. Si les éternels débats sur la « liberté d'expression » et l'usage de la « violence » ont été agités par les médias, le bilan de cette première action est très positif : en quelques jours la diversité antifasciste (gilets jaunes, syndicalistes, autonomes, ultras du standard, membres de partis progressistes et d'associations pluralistes...) s'est mobilisée et a empêché l'alliance électorale de l'extrême droite qui se présentera en ordre dispersé quelques mois plus tard aux élections. L'occasion pour les militant-es du Front antifasciste de continuer la stratégie consistant à ne laisser aucun répit à l'extrême droite via un travail de sabotage systématique de son affichage électoral, épuisant rapidement le peu de moyens humains et financiers à sa disposition et entretenant la zizanie interne.

Ces premières actions (auxquelles on ajoutera Gilly contre le Parti National Européen) confirment le Front antifasciste de Liège dans son analyse : tout en travaillant à la construction d'une perspective de modification profonde des conditions économiques et sociales, véritable terreau du développement de l'extrême droite, au-delà de l'analyse des discours et d'un travail d'éducation populaire, une action directe contre les structures d'extrême droite est nécessaire. Elle doit être faite tant que ces structures sont embryonnaires pour tuer les initiatives dans l'œuf. L'empêcher d'occuper le terrain, de faire des réunions publiques lui permettant de recruter, continuer à la stigmatiser comme étant hors du jeu démocratique apparaissent donc comme indispensables dans une stratégie antifasciste plus large.

Dans cette logique, la mobilisation contre le meeting du nouveau parti d'extrême droite « Chez Nous » annoncé « en région liégeoise » le 27 octobre 2021 a été organisée. C'est le travail essentiel de veille (principalement sur les réseaux sociaux et sur Internet) qui permet d'avoir connaissance de la volonté de « Chez Nous » de se réunir en meeting en présence de Jordan Bardella (président et député européen du Rassemblement National de Marine Le Pen) et de Tom Van Grieken (président et député à la chambre du Vlaams Belang). La pression antifasciste jamais relâchée oblige les organisateur-rices à indiquer que le lieu exact du meeting ne

sera transmis aux participant-es, qui se sont inscrit-es de manière payante, que 3 heures avant le début de la réunion (une précaution déjà utilisée, sans succès, pour la « conférence » de Francken) ce qui limite déjà la participation éventuelle. Dès cette information connue, et tout en activant les moyens de renseignements afin de connaître le lieu de la réunion à l'avance, un travail d'information et de mobilisation commence auprès de l'ensemble des participant-es du Front antifasciste, notamment les structures comme les syndicats. La FGVB va rapidement répondre, comme à chaque fois, positivement et envoyer un courrier à l'ensemble des bourgmestres pour les prévenir de la possible tenue d'un meeting d'extrême droite sur leur commune. La CSC fera de même. Cet important travail, dont une grosse partie est imperceptible, portera ses fruits. D'une part une mobilisation importante, y compris d'antifascistes bruxellois-es, hennuyer-ères, anversois-es... confirmera la possibilité de mettre un rapport de force suffisant pour empêcher la tenue du meeting. Ce dernier sera au dernier moment annulé, le lieu ayant été connu (La Fabrik à Herstal) et les autorités communales ayant décidé de l'interdire. Une concentration sera alors organisée à Liège, regroupant toute la diversité des personnes s'étant mobilisées, pour marquer le coup et rester prêt à une surprise de dernière minute qui n'aura pas lieu. Comme l'indiquera le Front antifasciste dans son bilan : « Notre action, qui aurait dans tous les cas empêché la tenue de ce meeting, a permis de faire perdre du crédit à la formation « Chez Nous », ainsi qu'à ses partenaires et sympathisant-es. Elle leur a également fait perdre du temps, de l'énergie et de l'argent. En les obligeant à nous consacrer de l'attention, en leur imposant la crainte d'une réaction de notre part, en inspirant chez elleux un sentiment d'impuissance et d'humiliation, nous permettons que ces formations perdent de leur dynamisme, de l'énergie et des soutiens éventuels. De par nos mobilisations, nous les empêchons de se structurer, de s'organiser ou de recruter. Ainsi, nous empêchons toute volonté de constituer de nouvelles formations d'extrême-droite et poussons les formations existantes à la marginalité. Par ailleurs, il faut souligner la piètre qualité de la conférence de presse remplaçant le meeting et l'amateurisme politique prégnant de « Chez Nous », limitée à une pauvre démagogie sans grande originalité. ».

Depuis on n'a plus entendu parler de ce parti, preuve que l'action directe antifasciste est efficace. Mais reste un travail à sans cesse recommencer, une vigilance à ne jamais relâcher. No Pasaran.



Pas de fachos dans nos quartiers

Par GHISLAIN MATHIEU // Syndicaliste et militant antifasciste

En avril 2016, l'Alliance for Peace and Freedom (APF) ouvrait un local à Bruxelles, en plein cœur du quartier européen. Derrière l'apparent étiquette démocratique se cachait en réalité un regroupement de plusieurs organisations (néo)fascistes européennes parmi lesquelles Aube Dorée (Grèce), Forza Nuova (Italie), Democracia Nacional (Espagne), le NPD (Allemagne) ou bien encore le groupuscule belge Nation¹.

L'ouverture de ce siège bruxellois matérialisait l'alliance entre les fractions les plus radicales de l'extrême droite européenne. Le parti néonazi grec Aube Dorée, alors 3^{ème} force politique du pays, en constituait la figure de proue et ce malgré les poursuites judiciaires contre ses principaux dirigeants². Mais cette alliance permettait également à Nation de se faire valoir en tant que principale force politique d'extrême droite francophone.

En septembre 2016, une campagne « Non au local nazi » voit le jour. Celle-ci est animée par des syndicalistes, des habitant-es de la commune et des militant-es antifascistes et féministes. Pendant plus d'un an, la campagne mobilise avec comme objectif assumé de faire fermer le local. Elle effectue un intense travail de mobilisation, de tracts et de collages d'affiches dans la commune. Un premier meeting se tient le 28 septembre 2016 à l'Université Libre de Bruxelles et sera rapidement suivi par une manifestation qui rassemblera 500 personnes le 24 novembre. En parallèle, la campagne poursuit son travail de sensibilisation via des séances d'info, des assemblées ouvertes, des projections et des concerts. Elle développe également des liens entre des antifascistes de Wallonie, de Flandre et d'Europe.

Cependant la campagne embarrasse les autorités politiques de la commune d'Ixelles qui ne prendront aucune mesure contre la présence d'un local ouvertement néonazi sur leur territoire. Le 17 décembre 2016, la campagne organise un rassemblement contre la tenue d'un meeting de l'APF. Un important dispositif policier en protège le siège et, alors que les manifestant-es tentent de rejoindre l'hôtel où a été déplacé le meeting, le guépier se referme sur les manifestant-es qui seront durement réprimés par la police antiémeute.

Malgré un essoufflement au fil des mois, la campagne portera néanmoins ses fruits. D'abord du côté des riverain-es qui apprécient de moins en moins la présence du local à côté de chez elleux, ensuite parce que l'écho médiatique poussera quatre groupes parlementaires européens à lancer une enquête visant les finances de l'APF. Exsangue, l'APF n'est plus en mesure

de conserver un local qui nécessite une surveillance constante. En octobre 2017, le local est mis en location ; il fermera définitivement à la fin de la même année. Un revers de taille pour l'APF qui ambitionnait de devenir une force politique importante à l'échelle européenne...

AUTODÉFENSE POPULAIRE

Pour comprendre la genèse de cette campagne victorieuse, il faut en réalité remonter au début des années 2010 lorsque le Mouvement Nation tente de s'implanter à Bruxelles. Afin d'empêcher son développement, des syndicalistes de l'Union syndicale étudiante (USE) prennent à bras le corps le combat antifasciste. A chaque fois que les fascistes organisent une manifestation dans les rues de Bruxelles, ils trouvent sur leur chemin des contre-mobilisations (rassemblant plusieurs centaines de manifestant-es) organisées par l'USE et d'autres organisations de jeunesse. De mieux en mieux organisé, le bouclier antifasciste fait autorité lorsque des affrontements éclatent. Incapable de « tenir la rue » et leur local, le Mouvement Nation finira par abandonner Bruxelles et tentera de copier la stratégie de Front National de « conquête des campagnes ». Stratégie qui ne connaîtra pas davantage de succès...

Face au renforcement autoritaire du capitalisme néolibéral et à la montée de l'extrême droite, le mouvement syndical est aujourd'hui confronté à une double besogne : renouer avec un syndicalisme de lutte qui ne s'accommode pas de l'exploitation capitaliste et avec un antifascisme de classe qui ne se cramponne pas à la planche pourrie de la démocratie bourgeoise.

Le fascisme tend aujourd'hui à se présenter sous un nouveau visage, plus acceptable et banalisé. Derrière ce ravalement de façade, le projet politique du fascisme n'a pas changé. Il constitue encore et toujours une menace pour toutes les opprimé-es et leurs luttes pour l'émancipation. Seule l'alliance entre les luttes syndicales, féministes, antiracistes et queers permettra d'empêcher le retour de la peste brune mais également d'envisager une réelle transformation sociale.

« L'antifascisme est illusoire et fragile, qui se borne à la défensive et ne vise pas à abattre le capitalisme lui-même. »

— Daniel Guérin,
Fascisme et grand capital



- 1 Groupe nationaliste-révolutionnaire et identitaire fondé en 1999 par des dissidents du FN belge et du groupuscule néo-nazi l'Assault.
- 2 En 2020, les principaux dirigeants et parlementaires d'Aube dorée seront reconnus coupables de diriger et d'appartenir à une organisation criminelle. Le meurtrier du rappeur antifasciste Pavlos Fyssas et ses complices seront également condamnés.

Vu de Flandre : « L'HISTOIRE ne se répète pas... DE LA MÊME MANIÈRE ».

Découvrez l'interview de Bruno Verlaeckaert, Président de l'ABVV Antwerpen et de la Centrale Générale Antwerpen-Waasland ainsi que de Vincent Scheltiens, essayiste spécialiste de l'extrême-droite.

« Le Vlaams Belang, par exemple, aime se présenter comme un parti social. Il utilise presque un langage syndical dans ses revendications : une pension minimale de 1.500 €, des salaires plus élevés ou une sécurité sociale plus forte. Ce sont nos exigences. Cependant, il y a des signes qui ne trompent pas. Tout d'abord, la réalité montre que les mandataires du VB — tout comme ceux de la N-VA d'ailleurs — votent invariablement contre le progrès social dans les différents parlements. Deuxièmement, l'extrême-droite veut limiter le progrès social à son « propre peuple ». Nous appelons cela le nativisme social. Les prestations sociales ne seraient accessibles qu'à ceux qui appartiennent au « bon » groupe identitaire. La question se pose alors de savoir à quoi le Vlaams Belang doit son succès électoral : à son discours raciste ou à la fine couche de vernis social qui le recouvre ? »



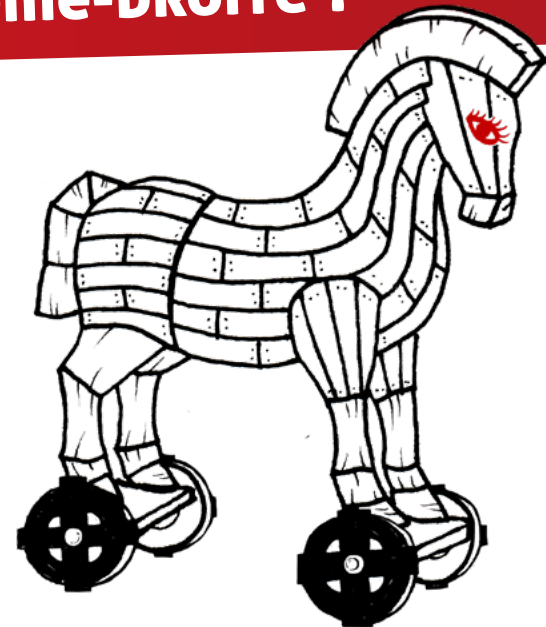
Fémonationalisme :

Le féminisme EST-IL devenu

Le CHEVAL DE TROIE DE L'EXTRÊME-DROITE ?

Par ALESSANDRA VITULLI
// Chargée de communication aux Jeunes FGTB

Elles sont jeunes et rentrent parfaitement dans les normes de beauté. Elles représentent la vitrine glamour de l'extrême droite, celle qui leur permet de diffuser leurs idées racistes tout en dépoussiérant leur image. Le collectif *Némésis* se dit « féministe identitaire » et est l'exemple parfait du fémonationalisme, ce courant pseudo-féministe qui instrumentalise les droits des femmes pour promouvoir une idéologie ouvertement raciste et islamophobe.



Qui sont les fémonationalistes ?

Némésis est un collectif composé exclusivement de femmes qui se revendique du « féminisme identitaire ». On retrace leur première apparition à la marche #NousToutes du 23 novembre 2019, à Paris. Les militantes intègrent alors la marche, armées de leurs pancartes « Schiappa les étrangers violeurs sont toujours là » et « Femmes ≠ frontières violables ». Le collectif s'est donc lancé juste après #metoo en surfant sur l'idée de dénoncer les agressions sexuelles mais en optant pour une rhétorique raciste visant à pointer les « agresseurs étrangers ». Par la suite, le mouvement s'est également développé en Suisse et arrive maintenant en Belgique.

Les fondatrices de *Némésis* et des différentes sections du mouvement proviennent, pour certaines, d'autres groupes d'extrême droite (*Bellica Paris* pour *Némésis France* ou encore *la Cocarde*, syndicat étudiant d'extrême droite ; en ce qui concerne la section Suisse basée à Lausanne, sa fondatrice est une ancienne membre de *Militants Suisse*). Le collectif est d'ailleurs soutenu par bon nombre de figures de l'extrême droite (*Génération Identitaire*, Eric Zemmour, le RN, ou encore les revues *Valeurs Actuelles* et *Causeur*).

Quelle est leur rhétorique ?

Bien que *Némésis* se définisse comme un collectif « apolitique », il est évident que la rhétorique utilisée est exactement celle de l'extrême droite. Quand on questionne les membres du collectif à ce sujet, le rapprochement avec les idées d'extrême droite ne semble pas particulièrement les déranger puisqu'elles affirment qu'elles « s'en fichent »¹. Elles se disent d'ailleurs ouvertement contre l'immigration.

Elles présentent les acquis des luttes féministes comme des marques de civilisation propres aux pays européens et s'en servent pour dénoncer l'islam et l'immigration non-occidentale, érigeant la civilisation européenne en idéal d'égalité où les femmes seraient libres et égales aux hommes. Une des militantes l'exprime d'ailleurs assurant qu'en Occident, « le patriarcat n'existe plus »².

Némésis s'appuie sur un discours sécuritaire : les femmes seraient en insécurité à cause des immigrés. L'adjectif « identitaire » fait référence à une culture qu'elles qualifient « d'européenne » et qui, pour elles, serait « protectrice de la femme ». Elles affirment que les harceleurs de rue sont issus de culture étrangère. Pour elles, ce qui différencie *Némésis* des autres est que les féministes qu'elles qualifient de « mainstream » « invisibilisent » les violences faites aux femmes par les immigrés. Pour Alice Cordier, la cheffe de file de *Némésis France*, cela s'expliquerait par un « choc culturel » et une « mauvaise politique d'intégration » : « Nous pensons qu'il faudrait expulser les étrangers qui commettent des actes de violences sexuelles/sexisistes envers les femmes. Pour nous, c'est une urgence. »³ Lors d'une manifestation à Lausanne, on pouvait lire sur les pancartes des membres de *Némésis* : « Violeurs suisses : prison. Violeurs étrangers : expulsion ».

L'autre cheval de bataille de *Némésis*, c'est « l'islamisation » de la société occidentale et de la France. En janvier 2021, les membres du collectif

posaient devant la Tour Eiffel vêtues d'un voile intégral en portant une banderole : « Les Françaises dans 50 ans ? » Dans l'imaginaire européen, la femme musulmane est la représentation parfaite de l'image de la femme non-occidentale victime par excellence de la violence masculine de populations qui seraient moins civilisées. Depuis les années 2000, on constate à la fois une « ethnicisation » des programmes d'émancipation européens qui semblent spécifiquement faire référence aux femmes musulmanes mais également une association répétitive des violences sexistes à l'islam par les médias au travers des faits relayés au sujet, notamment, des crimes d'honneur alors même que les chiffres des féminicides commis par des hommes européens sont alarmants.

Par ailleurs, il est également important de noter que l'emploi élevé des femmes migrantes dans les secteurs du soin et de l'économie domestique a contribué à permettre aux femmes occidentales de concilier vie familiale et vie professionnelle et donc d'être actives sur le marché de l'emploi, ce qui peut donner l'illusion d'une égalité de genre atteinte pour les femmes européennes. Ces constats sont à mettre en perspective pour comprendre la circulation d'une imagerie représentant les femmes musulmanes (et plus généralement non-occidentales) à l'opposé des femmes européennes en ce qui concerne les questions d'égalité. Et *Némésis* n'hésite pas s'appuyer sur ces représentations pour construire sa rhétorique.

Quel « féminisme » ?

Ce qui semble fondamental pour les membres de *Némésis*, c'est de se distancier d'un féminisme qu'elles qualifient de « mainstream ». Pour elles, les féministes « mainstream » refusent de nommer les vrais agresseurs et n'osent pas s'attaquer au sujet qu'elles considèrent comme prioritaire : les violences perpétrées par les hommes issus de l'immigration à l'encontre des femmes. Elles mettent d'ailleurs un point d'honneur à se positionner en « grandes défenseuses des hommes blancs » malgré que leur collectif soit composé exclusivement de femmes⁴. A travers ce discours, elles se positionnent volontairement contre un féminisme antiraciste (souvent qualifié de *woke* par ses détracteurs de droite et d'extrême droite) proche d'une gauche radicale. L'appellation « féminisme mainstream » est pourtant généralement employée par les militantes féministes les plus à gauche pour qualifier les féministes moins radicales, le courant majeur du féminisme se voulant plus réformiste que révolutionnaire. Les membres de *Némésis* semblent vouloir inverser cette représentation et laisser penser que ce courant « *woke* » antiraciste serait majoritaire et envahirait la société. En témoigne d'ailleurs le slogan accolé à leur nom les présentant comme « féministes anticonformistes ».

Pourtant, à leurs débuts, l'appropriation d'une identité dite « féministe » s'est révélée hésitante. Elles ont d'abord choisi de ne pas employer ce terme, expliquant que certaines membres le refusaient, rejetant le « dévoiement du féminisme contemporain ». Depuis, leur tweet mentionnant cette prise de position a été supprimé et l'étiquette « féminisme identitaire » adoptée. Et l'adaptation s'est révélée drastique puisque même les modes d'action féministes se voient réappropriés par le collectif. Ainsi, les militantes de *Némésis* ont même réalisé des collages comme ceux que l'on peut voir apparaître sur les murs de nombreuses villes, à la

différence près que ceux-ci arboraient des slogans fondamentalement racistes tels que « Rapefugees not welcome »⁵. Et leur manière de se calquer sur les modes d'action et discours féministes ne s'arrête pas là puisque la rhétorique « pro-choix » habituellement utilisée par les féministes pour défendre le droit à l'IVG se voit retournée et instrumentalisée par ces identitaires qui, sans se positionner ouvertement contre l'avortement, disent trouver qu'il y en a « trop » et que les femmes, poussées par la société à avorter, devraient avoir le choix de ne pas le faire.

En ce qui concerne les autres questions habituellement portées par les militantes féministes, hormis la PMA et la GPA contre lesquelles *Némésis* se positionne, le collectif reste le plus souvent muet ou se contente de les discréditer (comme quand elles évoquent l'écriture inclusive) et de présenter leur combat contre l'immigration et l'islamisation comme seule cause digne d'intérêt. Il y a toutefois un autre sujet dont elles s'emparent volontiers, à savoir les transidentités et le « transactivisme » qui prendrait « bien trop de place » à leur goût.⁶ En effet, les discours du collectif regorgent des habituels arguments « anti-genre » homophobes et transphobes de *La Manif pour tous* et de l'extrême droite prônant la différence homme-femme et leur complémentarité.

QUELLES AMBITIONS ?

S'il peut sembler pour le moins original et inattendu de se réclamer du féminisme au sein d'une fachosphère traditionnellement inégalitaire et misogyne, il est essentiel de rester vigilant-e face à ce phénomène puisque si ce discours est employé comme un cheval de Troie féministe par les nationalistes, c'est qu'ils ont quelque chose à y gagner. Si ce groupement au nombre de membres restreint peut sembler isolé et peu dangereux, la rhétorique est celle d'une extrême droite qui instrumentalise les droits des femmes pour gagner du terrain et atteindre une cible clairement identifiée. Et même si *Némésis* se présente comme apolitique, l'ambition du discours fémonationaliste est très clairement d'impacter la politique institutionnelle en banalisant une idéologie anti-immigration et islamophobe.

Suivant le même procédé, l'extrême droite n'hésite pas à tenir un discours similaire au sujet des personnes LGBTQIA+, présentant les migrant-es (et particulièrement les musulman-es) comme « arriéré-es » en ce qui concerne les questions de sexualité et les plaçant en opposition face à des Etats européens qui représenteraient des « démocraties sexuelles » respectant toutes les orientations et identités sexuelles. Or, la réalité est bien différente puisqu'on est évidemment encore loin du compte et que l'extrême droite, au-delà des discours de façade les plus conciliants, contribue largement au maintien de la stigmatisation à l'encontre des personnes LGBTQIA+.

Chez nous, la NVA a bien compris la mécanique puisque sa présence en grandes pompes à la *Belgian Pride* depuis plusieurs années est un exemple frappant d'homonationalisme. Et du côté du fémonationalisme, la Belgique n'est pas en reste non plus puisque *Némésis* vient d'organiser ses premières rencontres belges il y a quelques semaines. Mais les féministes belges ne sont pas prêtes à se laisser faire. Des collages « *Némésis not welcome* » sont déjà apparus sur les murs de Bruxelles le 8 mars alors que *Némésis* n'avait pas encore tenté d'apparition publique en Belgique.

- 1 <https://www.femina.ch/societe/actu-societe/rencontre-avec-le-collectif-nemesis>
- 2 <https://www.youtube.com/watch?v=5TGapAhv6dc>
- 3 <https://www.slate.fr/story/201738/collectif-nemesis-feministes-identitaires-extreme-droite-conservatrices-methodes>
- 4 <https://www.youtube.com/watch?v=5TGapAhv6dc>
- 5 « Rape » signifie « viol » en anglais et « refugees » signifie « réfugiés ». La contraction des deux assimile les réfugiés à des violeurs et le « not welcome » affirme qu'ils ne sont pas « bienvenus ».
- 6 <https://www.slate.fr/story/201738/collectif-nemesis-feministes-identitaires-extreme-droite-conservatrices-methodes>

Sources :

Dina Bader, Sara R. Farris : *In the name of women's rights. The rise of femonationalism.*

Magali DellaSudda, *Quand les « nouvelles femmes de droite » s'invitent dans la campagne.*

<https://www.slate.fr/story/201738/collectif-nemesis-feministes-identitaires-extreme-droite-conservatrices-methodes>

<https://www.streetpress.com/sujet/1575362795-nemesis-le-groupuscule-extreme-droite-feministe-racisme-catholique-fachosphere>

<https://www.femina.ch/societe/actu-societe/rencontre-avec-le-collectif-nemesis>

<https://www.rts.ch/info/suisse/12887591-un-collectif-se-revendiquant-dun-feminisme-identitaire-detonne-en-romandie.html>

<https://www.blick.ch/fr/news/suisse/flyers-autocollants-affiches-avec-le-collectif-nemesis-un-feminisme-dextreme-droite-prend-la-rue-id16958187.html>

<https://www.youtube.com/watch?v=5TGapAhv6dc>

POUR ALLER PLUS LOIN, LUTTE CONTRE L'EXTRÊME-DROITE avec nous !

Passés :

- L'Animation Complotisme 15 mars, 23, 25 et 29 avril (Bruxelles), 25 mai (Liège)
- Visite de la Caserne Dossin et du camp de concentration de Breendonck 12 avril

À venir :

- Visite Décoloniale 25 juin
- Conférence : Antiracisme et Intersectionnalité avec Betel Mabilie le 4 juillet et un atelier de lutte contre l'extrême-droite le 5 juillet !

En lisant notre journal *Camarade* !



La question de la Belgian Pride

Par Miguel SCHELCK
// Animateur Jeunes FGTB Bruxelles

Cette année encore, Bruxelles accueille la *Belgian Pride*. Si cet événement populaire rassemble environ 100 000 personnes autour de la lutte contre toutes les formes de discrimination¹ touchant la communauté LGBTQIA+, il est également vivement critiqué par une partie de celle-ci.

D'ordinaire, les Jeunes FGTB Bruxelles organisent et animent un char lors de la *Belgian Pride*. Cette année ils ont décidé de se mettre en retrait afin de prendre en compte les critiques d'une partie la communauté LGBTQIA+ et d'entamer une réflexion² sur la pertinence ou non de leur présence à la *Pride*. Cette réflexion – dont l'aboutissement sera retranscrit ici – est d'autant plus importante qu'avec la montée de l'extrême-droite partout en Europe, les droits acquis par cette communauté sont menacés – comme en Pologne ou en Hongrie. La participation aux luttes LGBTQIA+ est donc essentielle pour les années à venir, tant sur le lieu de travail que dans les autres sphères de la société.

Une petite histoire de la Pride

A la fin des années '60, aux U.S.A, très peu d'établissements tolèrent la présence de personnes homosexuelles et de nombreux interdits pèsent sur elleux, notamment concernant la vente de stupéfiants. La police organise alors régulièrement des « descentes » dans les endroits réputés pour être fréquentés par des personnes LGBTQIA+ afin de les réprimer dans la violence.

Le 28 juin 1969, la police fait une descente dans le bar new-yorkais de Stonewall Inn – très populaire auprès des personnes marginalisées au sein de la communauté LGBTQIA+. S'ensuivent des affrontements entre les habitué-es de Stonewall, rapidement soutenu-es par une partie de la population, et la police. Ceux-ci dureront 6 jours au total. Ces émeutes, où les femmes trans travailleuses du sexe ont joué un rôle important, deviennent alors pour beaucoup le point de départ de la lutte pour les droits des personnes LGBTQIA+.

L'année suivante, le 28 juin également, des manifestations sont organisées à New-York, Los Angeles et San Fransisco : c'est la naissance de la *Pride*. En Belgique, le 1^{er} « *gay day* » est organisé par le collectif féministe *Rooie Vlinder* à Gand le 18 mars 1978. Depuis 1996, l'événement a lieu chaque année au mois de mai à Bruxelles.

Syndicalisme et LGBTQIA+

Aujourd'hui encore, les personnes LGBTQIA+ sont discriminées à dans de nombreux contextes, notamment au travail³. Elles subissent des discriminations à l'embauche, des mauvaises évaluations injustifiées, des dénis de droits, des licenciements abusifs, des refus de promotion, des mises à l'écart, du harcèlement, des violences verbales et/ou physiques, des écarts salariaux (pour les hommes homosexuels), du *outing*, ... En conséquence, elles doivent souvent dissimuler leur orientation sexuelle et/ou leur identité de genre, ce qui provoque un mal-être au travail. Cela a également pour impact de restreindre leurs choix d'emplois aux secteurs/entreprises réputés « *LGBTQIA+ friendly* » ou se tournent vers l'entreprenariat pour échapper aux discriminations.

Si ces discriminations ont lieu, c'est aussi du fait de leur rôle au sein du capitalisme. En effet, on remarque historiquement que lors de crises économiques et de périodes de hausse du chômage, la concurrence entre les travailleur-euses augmentent. Les pratiques discriminatoires servent alors à affaiblir la position de certaines catégories de travailleur-euses sur le marché du travail. Les périodes de crises sont donc vectrices de discriminations et de division au sein des classes travailleuses.

En tant que syndicat socialiste, nous luttons pour l'émancipation des groupes sociaux discriminés – ce qui passe par la solidarité entre travailleur-euses. En effet, en maintenant les personnes LGBTQIA+ hors du

marché de l'emploi ou dans des sous-statuts, les travailleur-euses risquent toutes de voir leurs conditions de travail se détériorer. Au même titre que les femmes ou les personnes racisées, il est donc indispensable de soutenir les travailleur-euses LGBTQIA+ dans leurs luttes pour l'accès au travail et l'égalité de traitement dans toutes les sphères de la société. Cela passe par la formation des délégué-es à ces problématiques, par la mise à disposition d'outils et de moyens pour organiser et soutenir les travailleur-euses concerné-es, mais aussi par la présence aux mobilisations organisées par ces dernier-ères.

Un événement contesté à gauche

La *Belgian Pride* fait partie de ces mobilisations. Elle en est d'ailleurs la plus populaire puisqu'elle mobilise environ 100 000 personnes chaque année à Bruxelles. Elle permet aux personnes LGBTQIA+ de se rassembler en communauté, de rompre l'isolement et de se sentir soutenu-es. Plus qu'une parade, elle représente l'occasion d'amener des revendications sur la place publique et de visibiliser les personnes LGBTQIA+ dans un espace habituellement régi par des normes hétérosexuelles.

Pour autant, à gauche, des groupes LGBTQIA+ s'organisent chaque année pour dénoncer certains aspects de la *Belgian Pride*. Parmi ceux-ci, quatre sont particulièrement ressortis dans les témoignages que nous avons reçus : la dépolitisation, le *pink washing*, les méthodes organisationnelles et le manque de soutien aux militant-es plus radicaux-ales.

Un événement DÉPOLITISÉ

Beaucoup remettent en question le caractère trop festif de l'événement au détriment du caractère militant. Pour eux, la *Pride* est devenue une parade consensuelle sans message politique fort et sans aucune conflictualité avec le gouvernement. Le partenariat avec la ville de

Bruxelles et la région conduit également à la dépolitisation de cet événement puisque cela revient à s'organiser avec des politiques dont les mesures prises ne sont pas à la hauteur des exigences d'une partie des militant-es LGBTQIA+. Finalement, pour certain-es, au lieu d'incarner l'esprit revendicatif et militant duquel est née la *Pride*, celle-ci est devenue un outil de promotion touristique.

Du PinkWashing

On reproche également à la *Belgian Pride* de permettre la participation des partis politiques, en particulier des partis aux discours homonationalistes comme la NV-A, ainsi qu'à d'autres qui nuisent ou refusent de rendre prioritaires les droits des LGBTQIA+ dans les politiques publiques les précarisant d'autant plus. Les partis politiques sont ainsi accusés, outre de participer à la folklorisation de la parade, d'être là pour des raisons électorales : ce jour-là, les institutions politiques affichent leur façade arc-en-ciel. Or, les militant-es LGBTQIA+ ne connaissent que trop bien l'inaction de ces mêmes partis sur ces questions.

Il en va de même pour la participation des entreprises. Beaucoup regrettent la commercialisation de la lutte et sont dégoûté-es par l'appropriation capitaliste des enjeux LGBTQIA+ en vue de faire du profit. On reproche aussi à la *Pride* le fait que les frais de participation soient onéreux. Pour les militant-es, la *Pride* mène une politique néolibérale de visibilité à travers la marchandisation (comme le fait de payer pour avoir un char). Cela implique une visibilité accrue aux plus fortuné-es et une invisibilisation des personnes les plus précarisées et marginalisées de la communauté.

Des méthodes organisationnelles autoritaires

La *Pride* est organisée annuellement sous la coupole de la ville de Bruxelles et de trois organisations nationales actives autour des problématiques LGBTQIA+ qui sont dites représentatives d'associations locales et régionales. On lui reproche son organisation verticale et descendante

qui ne laisse pas la place aux mouvements autogérés, ni en son sein (pour, par exemple, planifier l'événement ou décider de la thématique de l'année), ni pendant le cortège. Plus largement, la participation à l'organisation de l'événement se limite au rôle de bénévole le jour même ou les jours qui précèdent/suivent. Cela ne permet pas aux groupes LGBTQIA+ organisés de peser sur les positions politiques et les grandes décisions qui concernent la *Pride*. Ils se sentent dépossédés d'un événement censé appartenir à toutes les personnes LGBTQIA+ et regrettent le monopole de certaines organisations sur cet événement.

La pacification des rapports sociaux et le manque de soutien aux militant·e·s

Si certain·es reprochent à la *Pride* d'accepter une trop grande diversité d'opinion en son sein (on rappelle que certains partis nuisibles aux luttes des personnes LGBTQIA+ y participent), d'autres critiquent le rôle qu'elle joue dans la pacification des rapports sociaux. Pour ces militant·es, les organisateur·rices ne permettent ni ne soutiennent les actions intentées par certain·es organisations ou collectifs durant la parade. Pire : en s'alliant avec la ville de Bruxelles et sa police, iels acceptent que cette dernière réprime les militant·es les plus démonstratif·ves. Ainsi, en 2019, alors que le collectif *Reclaim The Pride* proteste contre la récupération politique et commerciale de la *Pride*, iels sont exclus du cortège puis gazés et nassés par la police. Aucun char ne s'arrêtera en soutien à ces manifestant·es. Pour ces militant·es, il s'agit d'une démonstration de l'inclusivité et de la diversité de façade de la *Pride* : la diversité d'opinion n'est tolérée que lorsqu'elle est exprimée dans le cadre prévu par les organisateur·rices et seules les personnes les « plus acceptables » au sein de la communauté reçoivent de la visibilité.

Une participation critique ?

Ces éléments nous permettent de mettre en évidence ce qu'une frange de la gauche LGBTQIA+ reproche à la *Belgian Pride*. Si leurs arguments sont pertinents et leurs actions légitimes, une interrogation demeure encore : faut-il se couper d'un événement populaire où nos affilié·es nous attendent pour se joindre aux actions d'organisations et de collectifs LGBTQIA+ plus radicaux·ales ?

En effet, si la *Pride* est critiquable, elle n'en demeure pas moins un événement où toutes les personnes LGBTQIA+ – peu importe le degré de politisation – peuvent se réunir, faire communauté et remettre en question l'hétéronormalisation au sein de l'espace public. Pour beaucoup, il s'agit d'un événement permettant de rassembler également les personnes isolées ou « dans le placard » et de les sortir de leur mal-être le temps d'un instant. Surtout, la *Pride* reste un canal pour les institutions qui en ont les moyens

de diffuser massivement un message politique – dans le cadre posé par les organisateur·trices et la police certes.

Les prochaines années, devons-nous alors nous couper des masses en participant à des actions « coup de poing » minoritaires ou participer à la *Pride* dans le cadre posé par ses organisateur·rices ? Pour les Jeunes FGTB Bruxelles, il n'y a pas nécessairement de contradiction : on peut être présent·es sur un char à la *Pride*, tout en manifestant notre soutien aux actions plus militantes des personnes LGBTQIA+. La participation des Jeunes FGTB Bruxelles se devra néanmoins d'être critique, visible, politique et solidaire – quitte à arrêter le char pour rejoindre les actions en cours.

Ainsi, les Jeunes FGTB Bruxelles pensent qu'iels ont ici un rôle complémentaire à jouer aux autres organisations et collectifs plus radicaux. Comme le souligne Erik Olin Wrigth⁴, la transformation sociale viendra de l'action conjointe des organisations de gauche qui acceptent à certains égards la participation à la démocratie libérale et des groupes révolutionnaires qui luttent dans la conflictualité contre les systèmes d'exploitation. Alors camarades, convergeons !



- 1 Fait de traiter de manière distincte une personne par rapport à une autre, dans la même situation, et ce en raison d'un critère protégé par la loi.
- 2 A cet égard, les Jeunes FGTB Bruxelles ont pu enrichir leurs réflexions à l'aide des militant·es LGBTQIA+ des Jeunes FGTB, de l'Union syndicale étudiante et d'autres organisations qui ont accepté de nous donner leurs avis sur la *Belgian Pride*.
- 3 <http://www.fgtbbruxelles.be/publications/non-a-lhomophobie/>
- 4 Erik Olin Wright, « Stratégies anticapitalistes pour le XXI^e siècle », La Découverte, 2020.

Camarade ! est un journal d'actualité et de réflexion syndicale par et pour les jeunes syndicalistes, édité par les Jeunes FGTB.

Notre objectif : traiter de l'actualité syndicale d'un point de vue jeune, mais aussi de proposer des réflexions sur le syndicalisme, le capitalisme, l'antifascisme, le sexisme, le racisme, l'écologie et bien d'autres thématiques.

Camarade !, ce n'est pas seulement un journal papier, c'est aussi un WebMédia qui proposera du contenu entre chaque numéro.

CAMARADE ! ★

Camarade ! est ouvert aux publications extérieures. Envie de participer ? N'hésite pas à soumettre ta contribution (qu'elle soit une analyse politique, un travail artistique ou autre) au Comité de rédaction du journal.

communicationjeunes@jeunes-fgtb.be



Secrétariat général des Jeunes FGTB

Rue Haute, 42 – 1000 Bruxelles
02/506 83 92
jeunes@jeunes-fgtb.be

Bruxelles

Rue de Suède, 45 – 1060 Bruxelles
02/552.03.63
jeunes.Bruxelles@fgtb.be

Brabant Wallon

Rue du Géant, 4 Boîte 2 – 1400 Nivelles
067/21 63 73
brabant-wallon@jeunes-fgtb.be

Centre

Rue H. Aubry, 23 – 7100 Haine-St-Paul
064/23 61 19
centre@jeunes-fgtb.be

Charleroi

Rue du Grand Central, 91 – 6000 Charleroi
071/231 277
nadia.verley@fgtb.be

Liège

Place St Paul, 9/11 – 4000 Liège
08/009 00 45
jeunes.liege@fgtb.be

Luxembourg

Rue des Martyrs, 80 – 6700 Arlon
063/24.22.59
fgtb-luxembourg@fgtb.be

Mons-Borinage

Rue Lamir 18-20 – 7000 Mons
065/32.38.83
mons@jeunes-fgtb.be

Namur

Rue St Nicolas, 84 – 5000 Namur
081/64 99 56
namur@jeunes-fgtb.be

Verviers

Pont aux Lions 23, Galerie des Deux Places – 4800 Verviers
087/63 96 54
verviers@jeunes-fgtb.be

Wallonie-Picarde

Rue du Crampon, 12A – 7500 Tournai
069/88 18 04
tournai@jeunes-fgtb.be

Graphisme et mise en page : Nina Schwab

 @ninanarchist  s291nina@hotmail.com

Un journal des Jeunes FGTB

 camarade.be  @CamaradeWebMedia

Editeur responsable : Jeunes FGTB – 42, rue Haute 1000 Bruxelles

